

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1919

PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 58 de la loi du 15 juin 1899 comprenant les deux premiers titres du code de procédure pénale militaire, le temps de guerre prend fin, pour l'organisation des juridictions, au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix.

Les conseils de guerre en campagne, institués par le Roi conformément à l'article 61 de la même loi, seront, en conséquence, dissous le 30 septembre prochain. Il en sera ainsi pour ceux qui siègent sur le territoire belge, comme pour ceux qui fonctionnent dans la zone allemande occupée militairement par nos troupes en vertu du traité de Versailles.

A la même date cessera la compétence exceptionnelle dont la juridiction militaire se trouve investie, en temps de guerre, par plusieurs dispositions de cette loi et, notamment, par son article 16 complété par l'article 14 de la loi du 30 avril dernier.

Une prompt intervention législative s'impose donc, si l'on veut parer aux inconvénients qui naîtraient de cette double situation.

Comme les infractions commises en Allemagne par des militaires du corps d'occupation ne sauraient, sans de nombreuses difficultés, être déférées aux conseils de guerre permanents établis en Belgique, il importe, d'abord, que le Roi puisse instituer auprès de ces fractions de l'armée, lorsque le temps de guerre aura pris fin, un ou plusieurs conseils de guerre en campagne. Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre complète, à cet effet, l'article 61 de la loi du 15 juin 1899.

D'autre part, les raisons qui vous ont paru justifier la disposition finale de la loi du 30 avril dernier s'appliquent avec la même force aux crimes et délits

restitués, par la fin du temps de guerre, à la juridiction ordinaire, lorsqu'ils auront été jugés par le conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. C'est pourquoi le projet dispose, par son article 8, que, dans ce cas, la cour militaire connaîtra de l'appel. Le même article renouvelle, d'ailleurs, les précautions de la loi du 30 avril, en faveur des inculpés qui, détenus conformément au code de procédure pénale militaire, vont appartenir à la juridiction ordinaire : ils seront mis en liberté, si, dans les quinze jours qui suivront l'entrée en vigueur de la loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

En ce qui touche l'organisation des conseils de guerre permanents et de la cour militaire, le projet vise à donner plus d'élasticité au code de procédure pénale militaire. Cinq années de campagne ont fort étendu le champ d'activité de la juridiction militaire; la paix ne le réduira que progressivement. Même après la démobilisation de l'armée, ses justiciables resteront beaucoup plus nombreux qu'avant la guerre; les conseils de guerre permanents auront, en outre, à liquider de nombreuses affaires que leur aura laissées la dissolution des conseils de guerre en campagne.

Pour assurer à la justice, dans ces conditions, un cours normal, il est indispensable que le Gouvernement puisse, selon les besoins, diviser temporairement en deux ou plusieurs chambres la cour militaire et les conseils de guerre permanents; qu'elle puisse aussi renforcer les magistrats qui remplissent, près de ces juridictions, les fonctions du ministère public : c'est l'objet des six articles du projet qui modifient ou complètent les articles 43, 77, 78, 81, 103 et 126 du code de procédure pénale militaire.

La loi fixe le ressort des conseils de guerre permanents. Peut-être des inculpés justiciables, au moment de la démobilisation, d'un conseil de guerre en campagne, ne pourraient-ils être jugés, faute d'un conseil de guerre permanent qui ait compétence à leur égard. L'article 9 pourvoit à ce cas : ils seront déférés au conseil de guerre du Brabant.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

**Projet de loi modifiant
le code de procédure pénale militaire**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à
la loi du 15 juin 1899 comprenant le
titre II du code de procédure pénale
militaire, dont elle forme l'article 45^{bis} :

« Le Roi peut, en cas de besoin,
diviser temporairement les conseils de
guerre permanents en deux ou plusieurs
chambres dont il fixe le siège. Il désigne,
pour chaque chambre temporaire, le
membre civil. »

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée
à l'article 61 de la même loi :

« Si, en dehors du temps de guerre,
des fractions de l'armée occupent un
territoire étranger, il peut instituer
auprès d'elles un ou plusieurs conseils
de guerre en campagne. »

**Wetsontwerp tot wijziging van het
wetboek van militaire strafvordering**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast
met, in Onzen naam, aan de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan te
bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Aan de wet van 15 Juni 1899 inhou-
dende titel II van het wetboek van mili-
taire strafvordering, wordt de volgende
bepaling toegevoegd als artikel 45^{bis} :

« Wanneer daartoe behoefte is mag
de Koning de bestendige krijgsraden
tijdelijk in twee of meer kamers verdee-
len, waarvan hij den zetel vaststelt.
Voor iedere tijdelijke kamer wijst hij
het burgerlijk lid aan. »

ART. 2.

Aan artikel 61 derzelfde wet wordt
de volgende bepaling toegevoegd :

« Indien legergedeelten, buiten oor-
logstijd, een vreemd gebied bezetten,
mag hij bij deze één of meer krijgsraden
te velde aanstellen. »

ART. 3.

L'article 77 de la même loi est modifié comme suit :

« L'auditeur militaire peut avoir un ou plusieurs substituts, docteurs en droit et âgés de 25 ans accomplis.

» Dans les provinces de Liège, de Namur et du Hainaut, un des substituts de l'auditeur doit connaître la langue flamande, si l'auditeur ignore cette langue.

» Le même magistrat peut être substitut de deux auditeurs militaires. Dans ce cas, l'arrêté royal d'institution dit à quel auditorat le titulaire appartient principalement et quelles fonctions spéciales il est chargé d'exercer dans l'autre auditorat. En cas de contestation au point de vue de l'exercice de ses fonctions, l'auditeur général décide.

» L'auditeur général peut, si les besoins du service l'exigent, désigner un ou plusieurs substituts pour exercer temporairement leurs fonctions dans un autre auditorat. »

ART. 4.

L'article 78 de la même loi est modifié comme suit :

« Il y a près de chaque conseil de guerre un ou plusieurs auditeurs militaires suppléants, docteurs en droit et âgés de 25 ans accomplis.

» Dans les provinces d'Anvers, du Brabant, de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale, ils doivent connaître les langues française et flamande.

» Ils ne reçoivent point de traitement. Le Ministre de la Justice peut leur allouer des indemnités à raison des services rendus. »

ART. 3.

Artikel 77 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Den krijgsauditeur mag één of meer substituut-krijgsauditeuren, doctors in de rechten, ten volle 25 jaar oud, toegevoegd worden.

» In de provinciën Luik, Namen en Henegouw moet één der substituut-krijgsauditeuren de Vlaamsche taal kennen, indien de auditeur die taal niet machtig is.

» Een zelfde magistraat mag de substituut zijn van twee krijgsauditeuren. In dit geval, bepaalt het koninklijk besluit van aanstelling tot welk auditoraat hij voornamelijk behoort en tevens tot welke bijzondere ambtsverrichtingen hij bij het ander auditoraat gehouden is. Rijst er betwisting op ten aanzien van het uitoefenen van dat ambt, dan beslist de auditeur-generaal.

» De auditeur-generaal mag, indien de behoeften van den dienst het vereischen, één of meer substituut-auditeuren aanwijzen om tijdelijk hun ambt in een ander auditoraat waar te nemen. »

ART. 4.

Artikel 78 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Er zijn bij iederen krijgsraad één of meer plaatsvervangende krijgsauditeuren, doctors in de rechten, ten volle 25 jaar oud.

» In de provinciën Antwerpen, Brabant, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen moeten zij de Fransche en de Vlaamsche taal kennen.

» Zij genieten geene vaste jaarwedde. De Minister van Justitie mag hun een vergoeding toekennen op grond der bewezen diensten. »

ART. 5.

Le troisième alinéa de l'article 81^{bis} de la même loi, modifiée par l'arrêté-loi du 17 avril 1916, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de besoin, l'auditeur général peut désigner un ou plusieurs substituts pour exercer temporairement leurs fonctions, soit dans un autre auditorat en campagne, soit dans un auditorat provincial. »

ART. 6.

La disposition suivante est ajoutée à la même loi dont elle forme l'article 103^{bis} :

« Si les besoins du service l'exigent, le Roi peut diviser temporairement la cour militaire en deux ou plusieurs chambres. Il désigne, pour présider les chambres temporaires, un ou plusieurs magistrats réunissant les conditions requises par l'article précédent. »

ART. 7.

L'article 126, alinéa premier, de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918, est remplacé comme suit :

« L'auditeur général peut avoir un ou plusieurs substituts; ils doivent être docteurs en droit, âgés de 30 ans accomplis et connaître les langues française et flamande. »

ART. 8.

Si des crimes et délits qui ne sont justiciables de la juridiction militaire qu'en temps de guerre ont été jugés par

ART. 5.

Het derde lid van artikel 81^{bis} derzelfde wet, gewijzigd door de besluit-wet van 17 April 1916, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer daartoe behoefte is, mag de auditeur-generaal één of meer substituten aanduiden om tijdelijk hun ambt te vervullen hetzij in een ander auditoraat te velde, hetzij in een provinciaal auditoraat. »

ART. 6.

De volgende bepaling wordt aan dezelfde wet toegevoegd als artikel 103^{bis} :

« Indien de behoeften van den dienst het vereischen, mag de Koning het krijgsgerechtshof tijdelijk in twee of meer kamers verdeelen. Tot het waarnemen van het voorzitterschap in deze tijdelijke kamers wijst hij één of meer magistraten aan, die voldoen aan de bij voorgaand artikel voorziene voorwaarden. »

ART. 7.

Artikel 126, eerste lid, derzelfde wet, gewijzigd door de besluit-wet van 16 November 1918, wordt door het volgende vervangen :

« Aan den auditeur-generaal mogen één of meer substituten worden verbonden; zij moeten doctor in de rechten zijn, ten volle 30 jaar oud zijn en de Fransche en de Vlaamsche taal kennen. »

ART. 8.

Werden misdaden en wanbedrijven, die slechts in oorlogstijd door de militaire rechtsmacht worden berecht, vóór

le conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cour militaire connaîtra de l'appel.

Les inculpés soumis à la juridiction militaire en temps de guerre seulement et qui sont détenus conformément au code de procédure pénale militaire, seront mis en liberté, si, dans les quinze jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874, relative à la détention préventive.

ART. 9.

Les inculpés justiciables, au moment où le temps de guerre prendra fin, de la juridiction militaire et qui restent justiciables de cette juridiction, sont déferés au conseil de guerre permanent du Brabant, si aucun autre conseil de guerre permanent n'a compétence à leur égard.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

het in werking treden dezer wet door den krijgsraad gevonnist, dan neemt het krijgsgerechtshof kennis van het beroep.

De slechts in oorlogstijd aan de militaire rechtsmacht onderworpen beklaagden, die overeenkomstig het wetboek van militaire strafvordering zich in hechtenis bevinden, worden in vrijheid gesteld, indien binnen vijftien dagen te rekenen van het in werking treden dezer wet, geen aanhoudingsmandaat tegen hen werd afgeleverd overeenkomstig de wet van 20 April 1874, betreffende de voorloopige hechtenis.

ART. 9.

De bij het eindigen van den oorlogstijd door de militaire rechtsmacht te berechten beklaagden, die aan deze rechtsmacht onderworpen blijven, worden vóór den bestendigen krijgsraad van Brabant gebracht, indien geen andere bestendige krijgsraad te hunnen opzichte bevoegd is.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1919

WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK VAN MILITAIRE STRAFVORDERING

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Naar luid van artikel 58 der wet van 15 Juni 1899 inhoudende de eerste twee titels van het wetboek van militaire strafvordering, neemt de oorlogstijd, waar het gaat om de inrichting der rechtsmachten, een einde op den dag, bij koninklijk besluit te bepalen voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

De krijgsraden te velde, door den Koning overeenkomstig artikel 61 derzelfde wet ingesteld, zullen bijgevolg den 30^e September e. k. ontbonden zijn. Dit geldt voor de krijgsraden welke zitting houden op Belgisch grondgebied, zoowel als voor die welke werken in het Duitsche gebied dat onze troepen krachtens het Verdrag van Versailles militair bezet houden.

Op denzelfden dag verliest de militaire rechtsmacht de buitengewone bevoegdheid waarmede zij in oorlogstijd bekleed is naar luid van verscheidene bepalingen dier wet, met name van artikel 16, aangevuld door artikel 14 der wet van 30 April j. l.

Wil men voorzien in de bezwaren welke zouden voortspruiten uit dezen tweevoudigen toestand, dan is het optreden van de wetgevende macht dringend noodig.

Daar de in Duitschland door militairen van het bezettingskorps gepleegde inbreuken niet zonder vele zwaarigheden vóór de in België gevestigde bestendige krijgsraden gebracht zouden kunnen worden, komt het er vooreerst op aan dat de Koning bij deze legerindeelingen, na het eindigen van den oorlogstijd, één of meer krijgsraden te velde kunne oprichten. Het wetsontwerp dat ik de eer heb aan het oordeel der Kamer te onderwerpen vult met dit doel artikel 61 der wet van 15 Juni 1899 aan.

Anderzijds, laten de beweegredenen, die voor de slotbepaling der wet van 30 April j. l. hebben gegolden, zich even krachtig gelden waar het om misdaden en wanbedrijven gaat, welke wegens het eindigen van den oorlogstijd vóór de gewone rechtsmacht werden teruggebracht, wanneer ze door den krijgsraad werden berecht vóór het in werking treden der nieuwe wet. Daarom ook bepaalt artikel 8 van het ontwerp, dat het krijgsgerechtshof in dit geval kennis zal nemen van het hooger beroep. Hetzelfde artikel hernieuwt trouwens de voorzorgen der wet van 30 April ten bate van de beklaagden die, zich overeenkomstig het militaire strafwetboek in hechtenis bevindende, thans aan de gewone rechtsmacht zullen onderworpen zijn : zij zullen in vrijheid worden gesteld indien, binnen vijftien dagen na het in werking treden dezer wet, geen aanhoudingsmandaat tegen hen wordt uitgevaardigd overeenkomstig de wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis.

In verband met de inrichting der bestendige krijgsraden en van het krijgsgerechtshof, beoogt het ontwerp meer lenigheid te geven aan het wetboek van militaire strafvordering. Vijf jaren veldtocht hebben het arbeidsveld der krijgsmachten in ruime mate vergroot; de vrede zal slechts trapsgewijze den omvang ervan doen verminderen. Zelfs na de demobilisatie van het leger, zullen de militaire justiciabelen veel talrijker blijven dan vóór den oorlog; de krijgsraden zullen daarenboven vele zaken hebben af te handelen welke de ontbinding der krijgsraden te velde onberecht zal laten.

Om, onder deze voorwaarden, eene normale rechtsbedeeling te verzekeren, is het volstrekt noodig dat de Regeering, naar gelang van de behoeften, kunne overgaan tot de tijdelijke indeeling van het krijgsgerechtshof en van de bestendige krijgsraden in twee of meer kamers, evenals tot de aanvulling van het aantal magistraten, die bij deze rechtsmachten de taak van het openbaar ministerie waarnemen : daarin wordt voorzien door de zes artikelen van het ontwerp waarbij de artikelen 45, 77, 78, 81, 103 en 126 van het wetboek van militaire strafvordering gewijzigd of aangevuld worden.

De wet bepaalt het rechtsgebied der bestendige krijgsraden. Wellicht zouden zekere beklaagden, die op het oogenblik van de demobilisatie vóór een krijgsraad te velde terecht staan, niet gevonnist kunnen worden bij gebrek aan een te hunnen opzichte bevoegden, bestendigen krijgsraad. Artikel 9 voorziet in deze mogelijkheid : zij worden vóór den krijgsraad van Brabant gebracht.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

**Projet de loi modifiant
le code de procédure pénale militaire**

ALBERT,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à
la loi du 15 juin 1899 comprenant le
titre II du code de procédure pénale
militaire, dont elle forme l'article 45^{bis} :

« Le Roi peut, en cas de besoin,
diviser temporairement les conseils de
guerre permanents en deux ou plusieurs
chambres dont il fixe le siège. Il désigne,
pour chaque chambre temporaire, le
membre civil. »

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée
à l'article 61 de la même loi :

« Si, en dehors du temps de guerre,
des fractions de l'armée occupent un
territoire étranger, il peut instituer
auprès d'elles un ou plusieurs conseils
de guerre en campagne. »

**Wetsontwerp tot wijziging van het
wetboek van militaire strafvordering**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitië is belast
met, in Onzen naam, aan de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan te
bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Aan de wet van 15 Juni 1899 inhou-
dende titel II van het wetboek van mili-
taire strafvordering, wordt de volgende
bepaling toegevoegd als artikel 45^{bis} :

« Wanneer daartoe behoefte is mag
de Koning de bestendige krijgsraden
tijdelijk in twee of meer kamers verdee-
len, waarvan hij den zetel vaststelt.
Voor iedere tijdelijke kamer wijst hij
het burgerlijk lid aan. »

ART. 2.

Aan artikel 61 derzelfde wet wordt
de volgende bepaling toegevoegd :

« Indien legergedeelten, buiten oor-
logstijd, een vreemd gebied bezetten,
mag hij bij deze één of meer krijgsraden
te velde aanstellen. »

ART. 3.

L'article 77 de la même loi est modifié comme suit :

« L'auditeur militaire peut avoir un ou plusieurs substituts, docteurs en droit et âgés de 25 ans accomplis.

» Dans les provinces de Liège, de Namur et du Hainaut, un des substituts de l'auditeur doit connaître la langue flamande, si l'auditeur ignore cette langue.

» Le même magistrat peut être substitut de deux auditeurs militaires. Dans ce cas, l'arrêté royal d'institution dit à quel auditorat le titulaire appartient principalement et quelles fonctions spéciales il est chargé d'exercer dans l'autre auditorat. En cas de contestation au point de vue de l'exercice de ses fonctions, l'auditeur général décide.

» L'auditeur général peut, si les besoins du service l'exigent, désigner un ou plusieurs substituts pour exercer temporairement leurs fonctions dans un autre auditorat. »

ART. 4.

L'article 78 de la même loi est modifié comme suit :

« Il y a près de chaque conseil de guerre un ou plusieurs auditeurs militaires suppléants, docteurs en droit et âgés de 25 ans accomplis.

» Dans les provinces d'Anvers, du Brabant, de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale, ils doivent connaître les langues française et flamande.

» Ils ne reçoivent point de traitement. Le Ministre de la Justice peut leur allouer des indemnités à raison des services rendus. »

ART. 3.

Artikel 77 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Den krijgsauditeur mag één of meer substituut-krijgsauditeuren, doctors in de rechten, ten volle 25 jaar oud, toegevoegd worden.

» In de provinciën Luik, Namen en Henegouw moet één der substituut-krijgsauditeuren de Vlaamsche taal kennen, indien de auditeur die taal niet machtig is.

» Een zelfde magistraat mag de substituut zijn van twee krijgsauditeuren. In dit geval, bepaalt het koninklijk besluit van aanstelling tot welk auditoraat hij voornamelijk behoort en tevens tot welke bijzondere ambtsverrichtingen hij bij het ander auditoraat gehouden is. Rijst er betwisting op ten aanzien van het uitoefenen van dat ambt, dan beslist de auditeur-generaal.

» De auditeur-generaal mag, indien de behoeften van den dienst het vereischen, één of meer substituut-auditeuren aanwijzen om tijdelijk hun ambt in een ander auditoraat waar te nemen. »

ART. 4.

Artikel 78 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Er zijn bij iederen krijgsraad één of meer plaatsvervangende krijgsauditeuren, doctors in de rechten, ten volle 25 jaar oud.

» In de provinciën Antwerpen, Brabant, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen moeten zij de Fransche en de Vlaamsche taal kennen.

» Zij genieten geene vaste jaarwedde. De Minister van Justitie mag hun een vergoeding toekennen op grond der bewezen diensten. »

ART. 5.

Le troisième alinéa de l'article 81^{bis} de la même loi, modifiée par l'arrêté-loi du 17 avril 1916, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de besoin, l'auditeur général peut désigner un ou plusieurs substituts pour exercer temporairement leurs fonctions, soit dans un autre auditorat en campagne, soit dans un auditorat provincial. »

ART. 6.

La disposition suivante est ajoutée à la même loi dont elle forme l'article 103^{bis} :

« Si les besoins du service l'exigent, le Roi peut diviser temporairement la cour militaire en deux ou plusieurs chambres. Il désigne, pour présider les chambres temporaires, un ou plusieurs magistrats réunissant les conditions requises par l'article précédent. »

ART. 7.

L'article 126, alinéa premier, de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918, est remplacé comme suit :

« L'auditeur général peut avoir un ou plusieurs substituts; ils doivent être docteurs en droit, âgés de 30 ans accomplis et connaître les langues française et flamande. »

ART. 8.

Si des crimes et délits qui ne sont justiciables de la juridiction militaire qu'en temps de guerre ont été jugés par

ART. 5.

Het derde lid van artikel 81^{bis} derzelfde wet, gewijzigd door de besluit-wet van 17 April 1916, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer daartoe behoefte is, mag de auditeur-generaal één of meer substituten aanduiden om tijdelijk hun ambt te vervullen hetzij in een ander auditoraat te velde, hetzij in een provinciaal auditoraat. »

ART. 6.

De volgende bepaling wordt aan dezelfde wet toegevoegd als artikel 103^{bis} :

« Indien de behoeften van den dienst het vereischen, mag de Koning het krijgsgerechtshof tijdelijk in twee of meer kamers verdeelen. Tot het waarnemen van het voorzitterschap in deze tijdelijke kamers wijst hij één of meer magistraten aan, die voldoen aan de bij voorgaand artikel voorziene voorwaarden. »

ART. 7.

Artikel 126, eerste lid, derzelfde wet, gewijzigd door de besluit-wet van 16 November 1918, wordt door het volgende vervangen :

« Aan den auditeur-generaal mogen één of meer substituten worden verbonden; zij moeten doctor in de rechten zijn, ten volle 30 jaar oud zijn en de Fransche en de Vlaamsche taal kennen. »

ART. 8.

Werden misdaden en wanbedrijven, die slechts in oorlogstijd door de militaire rechtsmacht worden berecht, vóór

le conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cour militaire connaîtra de l'appel.

Les inculpés soumis à la juridiction militaire en temps de guerre seulement et qui sont détenus conformément au code de procédure pénale militaire, seront mis en liberté, si, dans les quinze jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874, relative à la détention préventive.

ART. 9.

Les inculpés justiciables, au moment où le temps de guerre prendra fin, de la juridiction militaire et qui restent justiciables de cette juridiction, sont déferés au conseil de guerre permanent du Brabant, si aucun autre conseil de guerre permanent n'a compétence à leur égard.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

het in werking treden dezer wet door den krijgsraad gevonnist, dan neemt het krijgsgerechtshof kennis van het beroep.

De slechts in oorlogstijd aan de militaire rechtsmacht onderworpen beklaagden, die overeenkomstig het wetboek van militaire straffordering zich in hechtenis bevinden, worden in vrijheid gesteld, indien binnen vijftien dagen te rekenen van het in werking treden dezer wet, geen aanhoudingsmandaat tegen hen werd afgeleverd overeenkomstig de wet van 20 April 1874, betreffende de voorloopige hechtenis.

ART. 9.

De bij het eindigen van den oorlogstijd door de militaire rechtsmacht te berechten beklaagden, die aan deze rechtsmacht onderworpen blijven, worden vóór den bestendigen krijgsraad van Brabant gebracht, indien geen andere bestendige krijgsraad te hunnen opzichte bevoegd is.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

